

## Déclaration liminaire unitaire – CDEN du 18 octobre

En juin dernier, la mobilisation contre l'organisation actuelle de la semaine scolaire s'est enclenchée. Les résultats à la grande enquête intersyndicale lancée par les sections parisiennes du SNUipp-FSU, Snudi FO, Se Unsa, Sud Education, CNT-STE et CGT Educ'Action ont démontré si besoin était le rejet massif de l'aménagement parisien des rythmes scolaires par notre profession, ce que disent les organisations syndicales depuis 2013. En 15 jours, 61% des écoles ont participé à la consultation syndicale, c'est considérable et inédit.

98% des enseignant-es qui se sont exprimé-es ne veulent plus de l'organisation arrêtée par la Ville de Paris. 80% des collègues se sont prononcé-es pour l'organisation de la semaine sur 4 jours, organisation mise en place dans plus de 80% des communes françaises dès cette rentrée 2018.

Malgré les remontées massives des écoles, malgré les deux rassemblements organisés en juin et en septembre, l'Académie continue de fermer les yeux sur les dégâts causés par l'application de cette réforme dans les écoles parisiennes et refuse de répondre aux demandes des enseignant-es. L'Académie continue de se retrancher derrière les textes et continue ainsi de nier les remontées des professionnelles dont elle a la responsabilité. M le Recteur, au-delà des textes, comment pouvez-vous justifier l'inaction de l'Académie ?

La Ville continue aussi de rester sourde aux remontées du terrain. La Maire de Paris n'a même pas pris la peine de répondre à la demande de rendez-vous de l'intersyndicale. Au-delà des désaccords que nous pourrions avoir, elle ne prend même pas la peine de répondre à la demande d'audience de l'ensemble des syndicats du primaire. M le Maire adjoint chargé des affaires scolaires, comment pouvez-vous expliquer ce mépris de la Maire de Paris ?

Face à l'inaction coupable de l'Académie et au dogmatisme de la Ville, les sections parisiennes du SNUipp-FSU, Snudi-FO, Sud Education, CGT Educ'Action et CNT-STE ont appelé les enseignant-es à être en grève. 45% des enseignant-es sont en grève aujourd'hui, au moins 60 écoles sont fermées et plus de 500 collègues sont rassemblé-es devant le Rectorat en ce moment. Ils et elles réaffirment ainsi que :

- Le système actuel des « rythmes scolaires » doit être abandonné.
- La parole des enseignant-es doit être entendue.
- L'avis majoritaire doit être respecté.

L'organisation actuelle n'a que trop duré ! Si la Ville et l'Académie continuent de refuser tout dialogue, les organisations syndicales précitées vont appeler les enseignant-es à amplifier la mobilisation.